

تطور الضريبة على الدخل (١٩١٤-١٩٥٢) : مساهمة في دراسة العلاقات
بين الضريبة على الدخل والبرلمان في الجمهوريات الثالثة والرابعة

فهرس رسالة دكتوراه

Table des matières

Introduction	4
Première partie : L'instauration d'un système d'impôt différentiel et progressif	12
Chapitre Préliminaire : L'origine de l'impôt progressif direct sur le revenu	15
Section 1 : L'impôt sur le revenu : le premier impôt global	15
§1 - L'impôt sur le revenu anglais : l' <i>income tax</i>	16
A) L'origine de l'impôt sur le revenu anglais : l' <i>income tax</i> de guerre (1798)	16
B) Les réticences pour faire de l' <i>income tax</i> un impôt permanent	17
§2 - L'impôt sur le revenu allemand : l' <i>Einkommensteuer</i>	18
A) La rigueur technique de l' <i>Einkommensteuer</i>	19
B) Le prolongement de la technique : les dispositifs administratifs autoritaires	20
Section 2 : Réformisme et conservatismes français	21
§1 - Le développement difficile des nouvelles conceptions fiscales	21
A) Des prémisses de 1848 aux projets d'impôt sur le revenu jusqu'à 1904	21
1) Le projet Poincaré et la commission extraparlamentaire de juin 1894	23
2) Les projets Doumer et Cochery de 1896	
3) Le projet Peytral de 1898	24
4) Le projet Caillaux de 1900	
5) Le projet Rouvier de 1903	25
B) Le projet de réforme Caillaux de 1907 et les principes de l'impôt sur le revenu : un compromis entre les systèmes anglais et allemand	26
1) Présentation du projet de réforme.	
a) Un impôt personnel	30
b) Un impôt prélevé à la source par principe	31
c) Un impôt basé sur la discrimination entre les différents types de revenus	32
d) Un impôt complémentaire progressif	34
2) Les principales critiques émanant des députés contre le projet de réforme et les justifications de Joseph Caillaux	37
§2 - Le rôle du Sénat et les conditions d'adoption de l'impôt sur le revenu	45
A) Le rôle du Sénat dans l'adoption de la réforme de l'impôt sur le revenu.	
1) Les causes de la résistance du Sénat.	
2) L'essai d'application de 1912	46
3) Le rapport « Aimond » et les conditions d'adoption de la loi du 15 juillet 1914 relative à l'impôt général	

A) Les conditions d'adoption de la loi du 31 juillet 1917 relative aux impôts Cédules 48	48
1) Le rapport Perchet	
2) L'impôt sur le revenu : un impôt de guerre ? 51	51
Chapitre 2 : Structure finale de l'impôt sur le revenu en France et sa mise en application (lois du 15 juillet 1917 et du 31 juillet 1917) 52	52
Section 1 : Analyse des lois instaurant l'impôt sur le revenu	
§1 - L'Impôt Général sur le Revenu ou la justice fiscale par la progressivité 53	53
A) Le revenu net réel et le principe de progressivité dans la loi du 15 juillet 1914.	
1) Le revenu imposable à l'IGR 54	54
a) Un revenu global	
b) Un revenu net 55	55
c) Un revenu réel 56	56
2) La progressivité de l'IGR 59	59
B) La justice fiscale et l'impôt sur le revenu 60	60
1) La combinaison de la personnalisation et de la progressivité	
2) La théorie de la répercussion ou la justice fiscale utopique 62	62
§2 - Les impôts cédules ou la justice fiscale par la discrimination (L. 31 juillet 1917) 64	64
A) La notion de revenu après l'entrée en vigueur de la loi du 31 juillet 1917	
1) La notion de revenu	
2) La distinction du revenu et du capital 66	66
B) Détermination du revenu net : les déductions et exonérations dans les impôts cédules	
1) La sous-évaluation de l'assiette de certaines cédules	
2) Les cédules dont l'assiette est évaluée exactement 84	84
C) La déclaration contrôlée des revenus différenciés dans la loi du 31 juillet 1917..... 87	87
1) La déclaration contrôlée comme principe 88	88
2) Les exceptions à la déclaration contrôlée en matière d'impôts cédules 89	89
Section 2 : Les premières années d'application de l'impôt sur le revenu. 91	91
§1 - La détermination du revenu national et l'évaluation de la répartition des revenus Comparaison entre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis 92	92
A) La détermination du revenu national 94	94
1) Avant la première guerre mondiale	
2) Après la première guerre mondiale 95	95
B) L'évaluation de la répartition des fortunes et de la distribution des revenus en France comparés à l'Angleterre 97	97

§2 - Les mesures correctives décidées pour endiguer la fraude fiscale et les insuffisances de l'impôt sur le revenu	100
A) Les mesures propres à l'impôt sur le revenu dans le prolongement de la réforme de 1914 et 1918	102
1) Les modifications touchant à l'impôt général sur le revenu : la loi du 25 juin 1920	103
a) Le système de la pyramide à escalier et les majorations d'impôt pour célibat ...	104
b) Les effets du nouveau barème	107
2) Les modifications de l'impôt général sur le revenu après 1920 : taux d'imposition en trompe l'œil et propagande fiscale	109
3) Les modifications relatives aux impôts cédulaires : loi du 25 juin 1920.	115
Chapitre 3 : La fraude et ses conséquences sur l'économie générale de l'impôt sur le revenu.	118
Section 1 : L'étendue présumée de la fraude, les moyens techniques de lutte contre le phénomène et leurs limites en termes d'efficacité économique	119
Section 2 : Les mesures envisagées : de l'inévitable tour de vis à l'inquisition fiscale ? ...	122
A) Le renforcement des moyens de contrôle et des sanctions	123
B) Le retour progressif des signes extérieurs : abandon des principes de l'impôt sur le revenu ou simple aménagement pour lutter contre la fraude ?	125
4) Le projet gouvernemental d'introduction des signes extérieurs dans l'impôt sur le revenu	130
5) Le rejet par la Commission des finances de la Chambre de la fixation de l'assiette de l'impôt général par les signes extérieurs	135
6) L'adoption <i>a minima</i> des signes extérieurs : le minimum forfaitaire d'imposition ...	138
C) La publicité des impositions	140
D) Le serment fiscal	142
Section 3 : La modification des règles d'assiette et des modalités de contrôle des impôts cédulaires en tant que mesures de lutte contre la fraude	143
A) La cédule des bénéfices agricoles	144
B) La cédule des bénéfices industriels et commerciaux et celle des bénéfices non-commerciaux	151
C) La cédules des traitements et salaires	155
D) Le problème inextricable de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières	156

1) Une fraude aux implications internationales : la tentative de lutte internationale contre l'évasion des capitaux	158
2) Le système du carnet de coupons contre la transmissibilité des titres au porteur par voie d'endossement	163
3) Naissance et mort du bordereau de coupons.	169
4) L'adoption mouvementée du « Carnet de coupons » puis son l'abandon de son application sur fond de restructuration administrative et de crise financière	173
5) Le précompte et son abandon	175
6) L'adoption de la carte d'identité fiscale et sa non-application	182
Section 4 : Le spectre de l'impôt sur le capital	188
Section 5 : Les mesures de restructuration de l'administration et de l'Etat	200
1) Des administrations cloisonnées et dispersées	201
2) Des fonctionnaires mal préparés aux nouveaux impôts	204
Seconde partie : Du réformisme fiscal d'avant guerre à l'application de l'impôt sur le revenu durant l'occupation. (1936-1944)	206
Chapitre 1 : Les réformes fiscales de 1933 à 1936 : le constat de l'échec partiel de l'impôt sur le revenu	209
Section 1 : La conjoncture politique, économique et financière et le rôle assigné à l'impôt sur le revenu	210
§1 - La situation économique et budgétaire de l'année 1933 et l'incapacité du Parlement à réformer la fiscalité	
A) L'impuissance du parlementarisme de la Troisième République devant les réformes financières et fiscales	211
5) Le gouvernement Paul-Boncour	213
6) Le gouvernement Daladier I et les conditions d'adoption de ses trois plans de redressement budgétaire successifs	218
7) Le gouvernement Sarraut I et le projet de budget de 1934	227
8) Le gouvernement Chautemps et son projet de redressement	224
B) Bilan et perspectives de l'échec du parlementarisme en matière fiscale et financière : contribution à la compréhension du phénomène technocratique	233
§2 - La nécessité de réformer l'impôt sur le revenu pour contrer la fraude fiscale	239
A) Les défauts des impôts cédulaires	241
B) Les défauts de l'impôt général sur le revenu	243

Section 2 : Le remède aux dysfonctionnements : la première tentative de réforme visant à unifier l'impôt sur le revenu sous le gouvernement Doumergue 1934	245
§1 - L'adoption d'une procédure « spéciale » du gouvernement Doumergue pour réformer la fiscalité	248
A) Le principe du consentement à l'impôt et la procédure des décrets-lois	249
B) Une mutation en toile de fond : les prémisses de la technostucture fiscale Française	253
§2 – « Détente fiscale » et simplification de l'impôt sur le revenu	259
A) La réduction des taux et la suppression d'impôts : une réforme de simplification et d'allègement de l'impôt sur le revenu	260
1) La réforme des impôts cédulaires : la tentative d'unification de l'impôt sur le revenu par les taux et de simplification des cédules	266
2) L'impôt général sur le revenu	266
B) Les moyens de récupérer les pertes de recettes et la modification de la répartition des charges fiscales	267
1) Les augmentations de charges.....	269
a) Modification de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et Commerciaux	270
b) Suppressions des abattements, d'exemptions et de certains avantages	271
2) La répression des évasions fiscales	277

Chapitre 2 : L'impôt sur le revenu sous les gouvernements de Front populaire et pendant le cabinet Daladier-Reynaud (1936-1940)	2
Section 1 : Les réformes du Front populaire de 1936	4
§1 – Programme du Front populaire et conséquences sur la physionomie générale du projet de réforme fiscale	7
- <i>Convergences et divergences des politiques fiscales</i>	8
- <i>La confrontation du programme à l'exercice difficile du pouvoir</i>	17
- <i>La difficile estimation de la fraude à l'impôt général et aux impôts cédulaires</i> ...	18
A) Présentation des dispositions spécifiques à l'impôt sur le revenu présentes dans le projet de loi portant réforme fiscale	24
1) L'impôt général sur le revenu et le Front populaire : la tentative de taxation rigoureuse de la richesse	25

2) L'imposition des bénéfices réels de l'exploitation agricole	28
B) Dispositions visant le contrôle fiscal propre à l'impôt sur le revenu	30
§2 – L'examen par le Parlement des dispositions modifiant l'impôt sur le revenu dans le projet « portant réforme fiscale »	34
A) Les principales dispositions du projet de réforme fiscale touchant l'impôt sur le revenu acceptées par le Sénat sans modification	35
B) La résistance du Sénat à la réforme fiscale : le premier coup de semonce contre le Front populaire	37
1) Les dispositions relatives à l'impôt général sur le revenu	
a) Un désaccord limité au nouveau barème de l'impôt général sur le revenu : l'instauration d'un « bouclier fiscal » par le Sénat	
b) Des déductions pour charges de famille réduites pour les contribuables disposant de revenus supérieurs à 75.000 francs	39
c) La publication de la liste des contribuables et du montant de l'impôt général en mairie (art. 37 du projet)	41
2) Les modifications de la fixation de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices agricoles : l'impossible imposition des exploitations agricoles au bénéfice réel ((art. 25 à 27 du projet)	42
3) La taxation des réserves des sociétés par actions ou à responsabilité limitée	46
<i>Conclusions sur la réforme limitée de l'impôt sur le revenu par le Front populaire</i>	47
Section 2 : Les tentatives de réforme de l'impôt sur le revenu de 1937 à 1939 et l'amorce d'une fiscalité de guerre	52
§1 – Une tentative d'application de la réforme du Front populaire : la dénonciation des forfait agricoles par l'administration fiscale : l'exemple de la Direction départementale des Contributions directes de l'Oise	53
§2 – L'incapacité des gouvernements de la III ^{ème} République à réformer l'impôt sur le revenu	61
A) L'impôt sur le revenu et la lutte contre la fraude fiscale dans la loi de finances de 1938	
1) La lutte contre la fraude fiscale aux revenus mobiliers par le système du relevé de coupons	
2) La gauche fidèle à la carte d'identité fiscale normalement en vigueur depuis 1933	63
B) La commission pour la réforme des impôts sur les revenus	67
1) Les systèmes étrangers d'imposition des revenus	71
<i>Le système anglais</i>	72
<i>Le système américain d'imposition des revenus</i>	75
<i>Les systèmes allemand et italien d'imposition des revenus</i>	77

2) Les trois projets de réforme soumis à la commission pour la réforme de l'impôt sur le revenu	78
<i>Le projet de l'Union des Techniciens Socialistes pour la réforme des impôts (21 avril 1937) ou l'étude d'un système fiscal socialistes</i>	
<i>La critique du projet de l'Union des Techniciens socialistes par l'Alliance Nationale contre la dépopulation</i>	87
<i>Le projet communiste pour la commission de réforme des impôts sur les revenus</i>	90
<i>Le projet de Camille Catalan et de ses collègues députés radicaux-socialistes</i>	93
3) La méthode de travail de la commission de réforme des impôts sur les revenus et le rapport d'information « Catalan »	94
- <i>Le rapport d'information « Catalan »</i>	96
C) Amorce progressive puis réalisation d'une fiscalité de guerre	106
1) De Blum à Daladier, tentative et réalisations du renforcement de l'impôt sur le revenu	
a) Le second gouvernement de Front populaire et son projet financier	
b) Le gouvernement Daladier : de Paul Marchandeaudeau à Paul Reynaud au Ministère des finances	109
2) L'adaptation progressive de l'impôt sur le revenu aux exigences de la guerre.....	112
a) Les décrets-lois fiscaux du 12 novembre 1938	114
b) Les conditions du vote de la loi de finances de l'exercice 1939	123
3) La guerre et l'impôt sur le revenu	131
a) La transformation de l'administration fiscale dans le but du renforcement De la contrainte et du contrôle fiscal par les signes extérieurs	133
b) Les traits caractéristiques de l'impôt « de guerre » sur le revenu pendant la Période des hostilités (septembre 1939 à juin 40)	140

Troisième partie :

Réformisme fiscal sur le revenu pendant l'occupation, puis après la Libération jusqu'à la veille de la crise poujadiste (1940-1952)	
Législation fiscale et technostucture	145
Chapitre 1 : L'évolution et l'application de l'impôt sur le revenu durant l'occupation (1940-1944)	148
Section 1 : L'évolution de l'impôt sur le revenu sous le gouvernement de Vichy de 1940 à 1942	149

§1 – L’adaptation du système fiscal et financier aux exigences Allemandes	152
A) Les exigences allemandes et les résistances administratives du Ministère des finances	
B) La législation fiscale et financière sous l’autorité de l’occupant	154
§2 – L’aggravation de l’assiette et des taux des impôts sur le revenu : loi du 31 décembre 1941	155
A) L’important remaniement de l’assiette de l’impôt cédulaire sur les bénéfices de L’exploitation agricole	156
1) Génèse des dispositions de la loi du 31 décembre 1941 modifiant les règles de détermination du bénéfice agricole	157
2) L’application de la nouvelle méthode d’évaluation des bénéfices agricoles réels dans le département « test » de la Vendée	165
3) L’impôt sur les bénéfices agricoles et la loi de finances du 31 décembre 1941	174
B) Les modifications « cosmétiques » ou tentatives de réforme des autres cédules	181
1) Le problème des dégrèvements pour charges de famille	
a) Le projet de suppression des dégrèvements pour charges de famille	
b) Les abattements pour charges de famille dans l’impôt général	185
2) Le renforcement des autres impôts cédulaires	189
Section 2 : La loi portant réforme fiscale du 24 octobre 1942	190
§1 – L’activité du Conseil d’études fiscales : un « bouillonnement fiscal » sous le régime de Vichy	
A) Les travaux relatifs aux impôts cédulaires : les projets de dépersonnalisation, détachement de la fiscalité frappent les sociétés	192
1) L’impossibilité de réaliser la dépersonnalisation des impôts cédulaires	
a) L’administration fiscale et ses hauts fonctionnaires, « maîtres du jeu fiscal » le refus de procéder à une réforme profonde de l’impôt sur le revenu	193
b) Le projet de réforme fiscale « transactionnelle » de l’administration fiscale	198
2) Le problème de l’assimilation fiscale des personnes morales aux personnes physiques dans la cédule des bénéfices industriels et commerciaux : vers un impôt général sur le revenu des sociétés de capitaux	200
a) Les données du problème : le « rapport Laufenburger »	201
b) Le premier projet de création d’un impôt sur les sociétés	204
c) Le point de vue de l’administration sur le projet Laufenburger	206

B) Les travaux relatifs à l'impôt général sur le revenu et à la question d'une politique fiscale économiquement cohérente	213
1) Le Conseil d'études fiscales de l'impôt général	
2) « <i>La politique fiscale considérée du point de vue économique</i> »	215
§2 – La loi du 24 octobre 1942 « portant réforme fiscale »	216
A) La fusion de la contribution nationale extraordinaire et des impôts sur les revenus	218
B) La modification du barème de l'impôt général sur le revenu	222
C) La réforme de l'impôt sur le revenu sous le régime de Vichy et les propositions de Réforme d'initiative privée	225
Chapitre 2 : L'accentuation de la personnalisation de l'impôt sur le revenu par l'instauration du quotient familial (1944-1946)	229
Section 1 : Les projets de l'Administration fiscale, la technique fiscale nataliste revisitée ...	233
§1 – Les études de l'Administration fiscale faisant suite au projet « Boverat »	235
§2 – La version administrative du quotient familial en 1944	237
A) La solution de l'administration face à la complexité du système Boverat	238
B) La surtaxation des célibataires et le projet final de quotient familial	243
Section 2 : Les effets du quotient familial et leur limitation	247
§1 – Le quotient familial : une prime fiscale déguisée envers la « classe possédante »	
§2 – La défense du quotient familial et le rôle d'Alfred Sauvy	249
Chapitre 3 : La réforme fiscale de 1948-1950	253
Section 1 : La réforme de l'impôt sur le revenu par l'Administration fiscale : le processus d'élaboration du décret-loi du 9 décembre 1948	256
Sous-section 1 : Les travaux et projets à l'époque de la Commission Supérieure d'Etudes Fiscales	257
§1 – Le projet de réforme fiscale de la Confédération Générale du Travail	258
A) Les deux projets de réforme fiscale de la Confédération Générale du Travail : l'unification de l'impôt sur le revenu et discrimination par l'instauration d'un	

impôt sur le capital	
1) Le premier projet de réforme fiscale de la C.G.T. (décembre 1946)	260
2) Le second projet de réforme fiscale d'avril 1947	262
a) Les grands principes de la réforme fiscale de la C.G.T. relatifs à l'impôt sur le revenu	263
b) La traduction technique de ces principes	266
B) Les critiques doctrinales et administratives à l'égard du projet de la C.G.T.	273
§2 – Le projet du Syndicat National des Cadres des Contributions directes et le projet Laufenburger	279
Sous-section 2 : Le Groupe d'Etudes Fiscales ou la technostructure à l'œuvre de sa propre réforme	281
§1 – La structure du nouveau système fiscal envisagée par le G.E.F.	285
A) L'impossibilité pratique de réaliser immédiatement la fusion des impôts sur le revenu	286
1) Le projet de « taxe professionnelle » et de « surtaxe progressive »	
2) L'impossibilité autonome du revenu des sociétés et le régime des distributions de bénéfice	288
B) La mise à l'étude d'un impôt sur le capital complémentaire à l'impôt sur le revenu ...	295
§2 – La structure du nouvel impôt sur le revenu : taxe proportionnelle et surtaxe progressive	297
A) Les travaux du Groupe d'Etudes Fiscales relatifs à la taxe proportionnelle	
1) Le réaménagement de la notion de revenu foncier	298
2) Les bénéfices industriels et commerciaux	299
3) Le problème insoluble de l'impôt sur les bénéfices agricoles	302
a) Les tentatives de réforme du régime d'évaluation des bénéfices agricoles entre 1946 et 1948	
b) Les différents projets de réforme de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole	304
4) Les traitements et salaires	313
5) Les modalités de détermination des bénéfices des professions non commerciales	314
B) Les travaux du Groupe d'Etudes Fiscales relatifs à la surtaxe progressive	315
Section 2 : La réforme fiscale administrative revisitée par le Parlement : les lois de 1949	316

§1 – Les premiers contacts des parlementaires avec le projet de décret : la Commission de réforme fiscale	
§2 – La remise en cause de certaines dispositions du décret du 9 décembre 1948 par le Parlement : les lois de juillet 1949	320
A) Les modifications touchant la surtaxe progressive	321
B) Les modifications touchant au régime de la taxation agricole de la taxe proportionnelle	323
Conclusion	326
Annexes	332
Sources et bibliographie	346
Sources.....	347
Bibliographie	355